

**L'ÉDITO**Par **Francis Van de Woestyne****Le plus dur reste  
à faire...**

La Wallonie plus forte. Tel est le titre du programme gouvernemental wallon que les deux présidents de parti, Benoît Lutgen (CDH) et Olivier Chastel (MR), ont conclu, un peu plus d'un mois après que le premier nommé a annoncé qu'il ne voulait plus gouverner avec les socialistes. Critiqué pour la brutalité de sa décision et l'impréparation de sa manœuvre, Benoît Lutgen a donc réussi son coup de Jarnac. Il fallait un certain courage, une certaine témérité, un goût assuré du risque pour oser mettre fin au contrat qui le liait aux socialistes. Benoît Lutgen ne manquait pas d'arguments : certains étaient objectifs (la lenteur du redressement wallon, les difficultés internes du PS, son implication dans les nombreuses "affaires", le blocage permanent de certains dossiers), d'autres étaient moins avouables (la situation précaire du CDH, promis à la poussière si rien ne changeait).

Coup politicien ou manœuvre habile et salutaire ? Les deux sans doute. Aujourd'hui, la page est tournée. Et après 30 ans de pouvoir ininterrompu, les socialistes vont goûter aux charmes de l'opposition. Cela leur fera sans doute le plus grand bien. Cela leur permettra de redéfinir leur projet face à un PTB menaçant, tout-puissant. A présent, il faut tout mettre en œuvre pour donner à la Wallonie les moyens d'un redéploiement économique rapide. La déclaration de politique régionale contient des éléments intéressants. La priorité des priorités va à l'emploi. La volonté est de rendre la Wallonie plus attractive, plus performante, tout en gardant les acquis du plan Marshall.

Les nouveaux partenaires veulent aussi rendre la Wallonie plus humaine et plus juste, en favorisant la prospérité partagée, la justice sociale et l'équité fiscale. En ce qui concerne la gouvernance, le changement de cap est appréciable : diminution du coût public en matière de structures tant que de mandataires, transparence des décisions, renforcement de la démocratie directe (suppressions de l'effet dévolutif de la case de tête et des suppléants), réforme des provinces, etc.

Tout cela, pour l'instant, ce ne sont que des mots couchés sur papier. Le plus dur reste donc à faire. Virer les socialistes, même si le geste est "historique", cela est somme toute facile. Donner du sens à ce geste et, dans les faits, changer de cap tout en veillant à ce que les réformes profitent réellement aux citoyens : ce sera le vrai défi de la nouvelle équipe gouvernementale. Une équipe qui aura peu de temps pour travailler : dans deux ans déjà, la législature prendra fin et, en 2018, les élections communales constitueront, comme toujours, des moments de tension.

Si Benoît Lutgen et Olivier Chastel ont franchi une première étape, inédite et difficile, des cols "hors catégorie" les attendent. Le renversement des alliances à la Communauté française et à Bruxelles, qu'ils espèrent toujours, dépendra du président de Défi, Olivier Maingain, qui ne se "vendra" pas facilement. Or, les politiques de l'enseignement, de la culture, de la petite enfance requièrent une attention tout aussi importante. Sans parler de l'avenir de Bruxelles qui n'est peut-être pas, et c'est bien dommage, un des soucis prioritaires des négociateurs.